

AVERTISSEMENT AU LECTEUR ET REMERCIEMENTS

Ce livre est dans une large mesure le prolongement du *Capital au xx^e siècle* (2013), mais il peut être lu indépendamment. De même que mon précédent ouvrage, il est l'aboutissement d'un travail collectif, dans le sens où il n'aurait jamais pu voir le jour sans la participation et le soutien de très nombreux amis et collègues. Je suis évidemment seul responsable des interprétations et analyses développées dans les pages qui vont suivre ; mais je n'aurais jamais pu rassembler seul les sources historiques formant le soubassement de cette recherche.

Je m'appuie notamment sur les données rassemblées dans la *World Inequality Database* (<http://WID.world>). Ce projet repose sur les efforts combinés de plus de 100 chercheurs couvrant désormais plus de 80 pays sur tous les continents. Il propose la plus vaste base de données actuellement disponible sur l'évolution historique des inégalités de revenus et de patrimoines, aussi bien entre pays qu'à l'intérieur des pays. J'ai également rassemblé dans le cadre de ce livre de multiples autres sources et matériaux portant sur des périodes, des pays ou des aspects des inégalités mal couverts dans WID.world, par exemple sur les sociétés préindustrielles ou les sociétés coloniales, ainsi que sur les inégalités d'éducation, de genre, de race, de religion, de statut, de croyances ou d'attitudes politiques et électorales.

Les lecteurs souhaitant obtenir des informations détaillées sur l'ensemble des sources historiques, des références bibliographiques et des méthodes utilisées dans ce livre sont invités à consulter l'annexe technique disponible en ligne (seules les sources et références principales ont pu être citées dans le texte du livre ou dans les notes de bas de page) : <http://piketetty.pse.ens.fr/files/AnnexeKIdeologie.pdf>.

Toutes les séries statistiques, graphiques et tableaux présentés dans le livre sont également disponibles en ligne : <http://piketty.pse.ens.fr/ideologie>

Le lecteur intéressé trouvera également dans l'annexe en ligne un grand nombre de graphiques et séries supplémentaires qui n'ont pu être intégrés au livre pour ne pas le surcharger, et auxquelles je me réfère parfois dans les notes de bas de page.

Je suis particulièrement reconnaissant à Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, avec qui nous coanimons le projet WID.world et le Laboratoire sur les inégalités mondiales à l'École d'économie de Paris et à l'université Berkeley (Californie). Ce projet a récemment conduit à la publication du *Rapport sur les inégalités mondiales 2018* (<http://wir2018.wid.world>), que j'utilise abondamment dans ce livre. Je veux aussi remercier les institutions qui ont rendu ce projet possible, et en premier lieu l'École des hautes études en sciences sociales, où j'enseigne depuis 2000, et qui est l'une des rares institutions au monde où toutes les sciences sociales peuvent s'écouter et échanger, ainsi que l'École normale supérieure et tous les autres établissements qui ont uni leurs forces en 2007 pour créer et coanimer l'École d'économie de Paris, une école qui contribuera, je l'espère, au développement en ce début de XXI^e siècle d'une économie politique et historique, multipolaire et pluridisciplinaire.

Je voudrais également remercier pour leur aide précieuse Lydia Assouad, Abhijit Banerjee, Adam Barbe, Charlotte Bartels, Nitin Bharti, Asma Benhenda, Erik Bengtsson, Yonatan Berman, Thomas Blanchet, Cécile Bonneau, Manon Bouju, Jérôme Bourdieu, Antoine Bozio, Cameron Campbell, Guillaume Carré, Guilhem Cassan, Amélie Chelly, Bijia Chen, Denis Cogneau, Léo Czajka, Richard Dewever, Mark Dincecco, Anne-Laure Delatte, Mauricio de Rosa, Esther Duflo, Luis Estevez Bauluz, Ignacio Flores, Juliette Fournier, Bertrand Garbinti, Amory Gethin, Yajna Govind, Jonathan Goupille-Lebret, Julien Grenet, Jean-Yves Grenier, Malka Guillot, Pierre-Cyrille Hautcoeur, Stéphanie Hennette, Simon Henochsberg, Cheuk Ting Hung, Thanasak Jenmana, Francesca Jensenius, Fabian Kosse, Attila Lindner, Noam Maggor, Clara Martinez-Toledano, Ewan McGaughey, Cyril Milhaud, Marc Morgan, Éric Monnet, Mathilde Munoz, Alix Myczkowski, Delphine Nougayrède, Filip Novokmet, Katharina Pistor, Gilles Postel-Vinay, Jean-Laurent Rosenthal, Nina Roussille, Guillaume Sacriste, Aurélie Sotura, Alessandro Stanziani, Blaise Truong-Loï, Antoine Vauchez, Sebastian Veg, Marlous van Waijenburg, Richard von Glahn, Daniel Waldenström, Li Yang, Tom Zawisza, Roxane Zighed ; ainsi que tous mes amis et collègues

du Centre François-Simiand d'histoire économique et sociale et du Centre de recherches historiques de l'EHESS et de l'École d'économie de Paris.

Ce livre a également bénéficié des très nombreux débats et discussions auxquels j'ai eu la chance de participer depuis la publication en 2013 du *Capital au XXI^e siècle*. J'ai passé une bonne partie des années 2014-2016 à voyager autour du monde, à rencontrer des lecteurs, des chercheurs, des contradicteurs, des citoyens animés par la soif de débattre. J'ai participé à des centaines d'échanges autour de mon livre et des questions qu'il pose. Toutes ces rencontres m'ont immensément appris, et m'ont permis d'approfondir ma réflexion sur la dynamique historique des inégalités.

Parmi les multiples limitations de mon précédent ouvrage, deux méritent une mention particulière. D'une part, mon livre de 2013 est beaucoup trop occidental-centré, dans le sens où il accordait une place excessive à l'expérience historique des pays riches (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon). Cela découle en partie des difficultés d'accès à des sources historiques adéquates pour les autres pays et régions du monde, mais n'en impliquait pas moins un rétrécissement considérable de la perspective et de la réflexion. D'autre part, *Le Capital au XXI^e siècle* a tendance à traiter les évolutions politico-idéologiques autour des inégalités et de la redistribution comme une sorte de boîte noire. J'y formule certes quelques hypothèses à leur sujet, par exemple sur les transformations des représentations et attitudes politiques face aux inégalités et à la propriété privée induites au XX^e siècle par les guerres mondiales, les crises économiques et le défi communiste, mais sans véritablement aborder de front la question de l'évolution des idéologies inégalitaires. C'est ce que je tente de faire de façon beaucoup plus explicite dans ce nouvel ouvrage, en replaçant en outre cette question dans une perspective temporelle, spatiale et comparative beaucoup plus vaste.

Grâce au succès du livre de 2013 et au soutien de nombreux citoyens, chercheurs et journalistes, j'ai pu obtenir l'accès à des sources fiscales et historiques que de multiples gouvernements se refusaient jusqu'ici à ouvrir, par exemple au Brésil et en Inde, en Afrique du Sud et en Tunisie, au Liban et en Côte d'Ivoire, en Corée et à Taïwan, en Pologne et en Hongrie, et d'une façon malheureusement plus limitée en Chine et en Russie, ce qui m'a aidé à sortir du cadre strictement occidental et à développer une analyse plus étoffée de la diversité des régimes inégalitaires, des trajectoires et des bifurcations possibles. Surtout, ces années de rencontres, d'échanges et de lectures m'ont donné l'opportunité d'apprendre et de réfléchir davantage

à la dynamique politico-idéologique des inégalités, d'exploiter de nouvelles sources sur les discours et attitudes politiques face aux inégalités, et d'écrire un livre qui est, je crois, plus riche que le précédent, tout en le prolongeant. En voici le résultat : à chacun de se faire son idée.

Enfin, rien ne serait possible sans mes proches. Six années de bonheur se sont écoulées depuis la rédaction et la publication du *Capital au XXI^e siècle*. Mes trois filles chéries sont devenues de jeunes adultes (ou presque : plus que deux ans, Hélène, et tu rejoindras Déborah et Juliette dans le club !). Sans leur amour et leur énergie, la vie ne serait pas la même. Avec Julia, nous n'avons cessé de voyager, d'échanger, de rencontrer, de nous relire, de nous réécrire, de refaire le monde. Elle seule sait tout ce que ce livre lui doit, tout ce que je lui dois. Vivement la suite !

INTRODUCTION

Chaque société humaine doit justifier ses inégalités : il faut leur trouver des raisons, faute de quoi c'est l'ensemble de l'édifice politique et social qui menace de s'effondrer. Chaque époque produit ainsi un ensemble de discours et d'idéologies contradictoires visant à légitimer l'inégalité telle qu'elle existe ou devrait exister, et à décrire les règles économiques, sociales et politiques permettant de structurer l'ensemble. De cette confrontation, qui est à la fois intellectuelle, institutionnelle et politique, émergent généralement un ou plusieurs récits dominants sur lesquels s'appuient les régimes inégalitaires en place.

Dans les sociétés contemporaines, il s'agit notamment du récit propriétaire, entrepreneurial et méritocratique : l'inégalité moderne est juste, car elle découle d'un processus librement choisi où chacun a les mêmes chances d'accéder au marché et à la propriété, et où chacun bénéficie spontanément des accumulations des plus riches, qui sont aussi les plus entrepreneurs, les plus méritants et les plus utiles. Cela nous situerait aux antipodes de l'inégalité des sociétés anciennes, qui reposait sur des disparités statutaires rigides, arbitraires et souvent despotiques.

Le problème est que ce grand récit propriétaire et méritocratique, qui a connu une première heure de gloire au XIX^e siècle, après l'effondrement des sociétés d'ordres d'Ancien Régime, et une reformulation radicale et à visée mondiale depuis la fin du XX^e siècle, à la suite de la chute du communisme soviétique et du triomphe de l'hypercapitalisme, apparaît de plus en plus fragile. Il conduit à des contradictions dont les formes sont certes très différentes en Europe et aux États-Unis, en Inde et au Brésil, en Chine et en Afrique du Sud, au Venezuela et au Moyen-Orient. Pour autant, ces différentes trajectoires, issues d'histoires spécifiques et en partie connectées,

sont en ce début de XXI^e siècle de plus en plus étroitement liées les unes aux autres. Seule une perspective transnationale peut permettre de mieux comprendre ces fragilités et d'envisager la reconstruction d'un récit alternatif.

De fait, la montée des inégalités socio-économiques s'observe dans presque toutes les régions du monde depuis les années 1980-1990. Dans certains cas, elle a pris des proportions tellement massives qu'il devient de plus en plus difficile de les justifier au nom de l'intérêt général. Il existe en outre un peu partout un gouffre béant entre les proclamations méritocratiques officielles et les réalités auxquelles font face les classes défavorisées en termes d'accès à l'éducation et à la richesse. Le discours méritocratique et entrepreneurial apparaît bien souvent comme une façon commode pour les gagnants du système économique actuel de justifier n'importe quel niveau d'inégalité, sans même avoir à les examiner, et de stigmatiser les perdants pour leur manque de mérite, de vertu et de diligence. Cette culpabilisation des plus pauvres n'existait pas, ou tout du moins pas avec la même ampleur, dans les régimes inégalitaires précédents, qui insistaient davantage sur la complémentarité fonctionnelle entre les différents groupes sociaux.

L'inégalité moderne se caractérise également par un ensemble de pratiques discriminatoires et d'inégalités statutaires et ethno-religieuses dont la violence est mal décrite par le conte de fées méritocratique, et qui nous rapproche des formes les plus brutales des inégalités anciennes dont nous prétendons nous distinguer. On peut citer les discriminations auxquelles font face celles et ceux qui n'ont pas de domicile ou sont issus de certains quartiers et origines. On pense aussi aux migrants qui se noient. Devant ces contradictions, et faute d'un nouvel horizon universaliste et égalitaire crédible permettant de faire face aux défis inégalitaires, migratoires et climatiques à venir, il est à craindre que le repli identitaire et nationaliste fasse de plus en plus souvent figure de grand récit de substitution, comme cela a pu se voir en Europe au cours de la première moitié du XX^e siècle, et comme cela se manifeste de nouveau en ce début de XXI^e siècle dans différentes parties du monde.

C'est la Première Guerre mondiale qui a lancé le mouvement de destruction puis de redéfinition de la très inégalitaire mondialisation commerciale et financière en cours à la « Belle Époque » (1880-1914), époque qui n'est apparue « belle » qu'en comparaison au déchaînement de violence qui a suivi, et qui en vérité l'était surtout pour les propriétaires, et tout particulièrement pour l'homme blanc propriétaire. Si l'on ne transforme pas profondément le système économique actuel pour le rendre moins inégalitaire,

plus équitable et plus durable, aussi bien entre pays qu'à l'intérieur des pays, alors le « populisme » xénophobe et ses possibles succès électoraux à venir pourraient très vite amorcer le mouvement de destruction de la mondialisation hypercapitaliste et digitale des années 1990-2020.

Pour conjurer ce risque, le savoir et l'histoire demeurent nos meilleurs atouts. Chaque société humaine a besoin de justifier ses inégalités, et ces justifications contiennent toujours leur part de vérité et d'exagération, d'imagination et de bassesse, d'idéalisme et d'égoïsme. Un régime inégalitaire, tel qu'il sera défini dans cette enquête, se caractérise par un ensemble de discours et de dispositifs institutionnels visant à justifier et à structurer les inégalités économiques, sociales et politiques d'une société donnée. Chaque régime a ses faiblesses et ne peut survivre qu'en se redéfinissant en permanence, souvent de façon conflictuelle et violente, mais également en s'appuyant sur des expériences et connaissances partagées. Ce livre a pour objet l'histoire et le devenir des régimes inégalitaires. En rassemblant des matériaux historiques portant sur des sociétés très éloignées les unes des autres, et qui le plus souvent s'ignorent ou refusent de se comparer les unes aux autres, j'espère contribuer à une meilleure compréhension des transformations en cours, dans une perspective globale et transnationale.

De cette analyse historique émerge une conclusion importante : c'est le combat pour l'égalité et l'éducation qui a permis le développement économique et le progrès humain, et non pas la sacralisation de la propriété, de la stabilité et de l'inégalité. Le nouveau récit hyperinégalitaire qui s'est imposé depuis les années 1980-1990 est en partie le produit de l'histoire et du désastre communiste. Mais il est également le fruit de l'ignorance et de la division des savoirs, et il a largement contribué à nourrir le fatalisme et les dérives identitaires actuelles. En reprenant le fil de l'histoire, dans une perspective pluridisciplinaire, il est possible d'aboutir à un récit plus équilibré, et de dresser les contours d'un nouveau socialisme participatif pour le XXI^e siècle ; c'est-à-dire un nouvel horizon égalitaire à visée universelle, une nouvelle idéologie de l'égalité, de la propriété sociale, de l'éducation et du partage des savoirs et des pouvoirs, plus optimiste en la nature humaine, et aussi plus précise et convaincante que les récits précédents, car mieux ancrée dans les leçons de l'histoire globale. Il appartient bien sûr à chacun d'en juger, et de s'emparer de ces quelques leçons fragiles et provisoires pour les transformer et les mener plus loin.

Avant de décrire l'organisation de ce livre et les différentes étapes de mon exposé historique, de l'étude des sociétés ternaires et esclavagistes anciennes

à celle des sociétés postcoloniales et hypercapitalistes modernes, je vais commencer par exposer les principales sources sur lesquelles je m'appuie, et la façon dont ce travail s'articule avec mon ouvrage précédent, *Le Capital au XXI^e siècle*. Mais il me faut d'abord dire quelques mots sur la notion d'idéologie utilisée dans cette enquête.

Qu'est-ce qu'une idéologie ?

Je vais tenter dans le cadre de ce livre d'utiliser la notion d'idéologie d'une façon positive et constructive, c'est-à-dire comme un ensemble d'idées et de discours *a priori* plausibles visant à décrire comment devrait se structurer la société. L'idéologie sera envisagée dans ses dimensions à la fois sociales, économiques et politiques. Une idéologie est une tentative plus ou moins cohérente d'apporter des réponses à un ensemble de questions extrêmement vastes portant sur l'organisation souhaitable ou idéale de la société. Compte tenu de la complexité des questions posées, il va de soi qu'aucune idéologie ne pourra jamais emporter l'adhésion pleine et entière de tous : le conflit et le désaccord idéologique sont inhérents à l'idéologie elle-même. Pourtant, chaque société n'a d'autre choix que de tenter de répondre à ces questions, souvent sur la base de sa propre expérience historique, et parfois aussi en s'appuyant sur celles des autres. Dans une large mesure, chaque individu se sent également tenu d'avoir une opinion, aussi imprécise et insatisfaisante soit-elle, sur ces questions fondamentales et existentielles.

Il s'agit notamment de la question du régime politique, c'est-à-dire de l'ensemble des règles décrivant les contours de la communauté et de son territoire, les mécanismes permettant de prendre des décisions collectives en son sein, et les droits politiques de ses membres. Cela comprend les différentes formes de la participation politique, le rôle des citoyens et des étrangers, des présidents et des assemblées, des ministres et des rois, des partis et des élections, des empires et des colonies.

Il s'agit également de la question du régime de propriété, c'est-à-dire de l'ensemble des règles décrivant les différentes formes de possessions possibles, ainsi que les procédures légales et pratiques définissant et encadrant les relations de propriété entre les groupes sociaux concernés. Cela inclut le rôle de la propriété privée et publique, immobilière et financière, terrienne et minérale, esclavagiste et servile, intellectuelle et immatérielle, et la régulation des relations entre propriétaires et locataires, nobles et paysans, maîtres et esclaves, actionnaires et salariés.

Chaque société, chaque régime inégalitaire, se caractérise par un ensemble de réponses plus ou moins cohérentes et durables apportées à la question du régime politique et à celle du régime de propriété. Ces deux séries de réponses et de discours sont souvent étroitement liées l'une à l'autre, car dans une large mesure elles découlent toutes deux d'une théorie de l'inégalité sociale et des disparités entre les différents groupes sociaux en présence (réelles ou supposées, légitimes ou condamnables). Elles impliquent généralement divers autres dispositifs intellectuels et institutionnels, en particulier un régime éducatif (c'est-à-dire les règles et institutions organisant les transmissions spirituelles et cognitives : familles et Églises, pères et mères, écoles et universités) et un régime fiscal (c'est-à-dire les dispositifs permettant d'apporter des ressources adéquates aux États et régions, communes et empires, ainsi qu'à des organisations sociales, religieuses et collectives de diverses natures). Pour autant, les réponses apportées à ces différentes dimensions de questionnements peuvent varier considérablement. On peut être en accord sur la question du régime politique et non sur celle du régime de propriété, ou sur tel aspect des questions fiscales ou éducatives et pas sur d'autres. Le conflit idéologique est presque toujours multidimensionnel, même s'il arrive qu'un axe prenne une importance primordiale, au moins pour un temps, ce qui peut donner l'illusion d'un consensus majoritaire, et peut parfois permettre de vastes mobilisations collectives et des transformations historiques de grande ampleur.

La frontière et la propriété

Pour simplifier, on peut dire que chaque régime inégalitaire, chaque idéologie inégalitaire, repose sur une théorie de la frontière et une théorie de la propriété.

Il faut d'une part répondre à la question de la frontière. Il faut expliquer qui fait partie de la communauté humaine et politique à laquelle on se rattache et qui n'en fait pas partie, sur quel territoire et suivant quelles institutions elle doit se gouverner, et comment organiser ses relations avec les autres communautés, au sein de la vaste communauté humaine universelle (qui suivant les idéologies peut être plus ou moins reconnue comme telle). Il s'agit dans une large mesure de la question du régime politique, mais elle implique aussi de répondre immédiatement à des questions portant sur l'inégalité sociale, en particulier celle séparant les citoyens des étrangers.

Il faut d'autre part répondre à la question de la propriété : peut-on posséder les autres individus, les terres agricoles, les immeubles, les entreprises, les ressources naturelles, les connaissances, les actifs financiers, la dette publique, et suivant quelles modalités pratiques et quel système légal et juridictionnel doit-on organiser les rapports entre propriétaires et non-propriétaires et la perpétuation de ces relations ? Cette question du régime de propriété, avec celles du régime éducatif et du régime fiscal, a un impact structurant sur les inégalités sociales et leur évolution.

Dans la plupart des sociétés anciennes, la question du régime politique et celle du régime de propriété, autrement dit la question du pouvoir sur les individus et celle du pouvoir sur les choses (c'est-à-dire les objets de détention, qui sont parfois des personnes dans le cas de l'esclavage, et qui en tout état de cause ont un impact déterminant sur les relations de pouvoir entre les personnes) sont liées de façon directe et immédiate. C'est le cas évidemment dans les sociétés esclavagistes, où les deux questions se confondent pour une large part : certains individus en possèdent d'autres, dont ils sont à la fois les gouvernants et les propriétaires.

Il en va de même, mais de façon plus subtile, dans les sociétés ternaires ou « trifonctionnelles » (c'est-à-dire séparées en trois classes fonctionnelles : une classe cléricale et religieuse, une classe noble et guerrière, une classe roturière et laborieuse). Dans cette forme historique, observée dans la plupart des civilisations prémodernes, les deux classes dominantes sont inséparablement des classes dirigeantes dotées de pouvoirs régaliens (sécurité, justice) et des classes possédantes. Pendant des siècles, le *landlord* fut ainsi le seigneur des personnes vivant et travaillant sur la terre autant que le seigneur de la terre elle-même.

Les sociétés de propriétaires, qui fleurissent notamment en Europe au XIX^e siècle, tentent au contraire de séparer strictement la question du droit de propriété (réputé universel et ouvert à tous) et celle du pouvoir régalien (désormais monopole de l'État centralisé). Le régime politique et le régime de propriété n'en restent pas moins étroitement liés, d'une part car les droits politiques furent longtemps réservés aux propriétaires, dans le cadre des régimes politiques dits censitaires, et d'autre part et plus généralement car de multiples règles constitutionnelles continuèrent (et continuent toujours) de limiter drastiquement toute possibilité pour une majorité politique de redéfinir le régime de propriété dans un cadre légal et apaisé.

Nous verrons que la question du régime politique et celle du régime de propriété n'ont en réalité jamais cessé d'être inextricablement liées,

des sociétés ternaires et esclavagistes anciennes aux sociétés postcoloniales et hypercapitalistes modernes, en passant bien sûr par les sociétés de propriétaires et les sociétés communistes et sociales-démocrates, qui se développèrent en réaction aux crises inégalitaires et identitaires provoquées par les sociétés propriétaires.

C'est pourquoi je propose d'analyser ces transformations historiques en utilisant la notion de « régime inégalitaire », qui englobe celles de régime politique et de régime de propriété (ou encore de régime éducatif et de régime fiscal) et permet de mieux en percevoir la cohérence. Pour illustrer les liens structurants et persistants entre régime politique et régime de propriété, toujours présents dans le monde actuel, on peut également citer l'absence de tout mécanisme démocratique permettant à une majorité de citoyens de l'Union européenne (et *a fortiori* à une majorité de citoyens du monde) d'adopter le moindre impôt ou le moindre projet de redistribution et de développement en commun, compte tenu du droit de veto fiscal de chaque pays, aussi minoritaire sa population soit-elle, et quels que soient les bénéfices qu'elle tire par ailleurs de son intégration commerciale et financière à l'ensemble.

Plus généralement, le fait central est que l'inégalité contemporaine est fortement et puissamment structurée par le système de frontières, de nationalités et de droits sociaux et politiques qui lui est associé. Ceci contribue d'ailleurs à engendrer en ce début de XXI^e siècle des conflits idéologiques violemment multidimensionnels sur les questions inégalitaires, migratoires et identitaires, ce qui complique considérablement la constitution de coalitions majoritaires permettant de faire face à la montée des inégalités. Concrètement, les clivages ethno-religieux et nationaux empêchent souvent les classes populaires issues de différentes origines et de différents pays de se rassembler dans une même coalition politique, ce qui peut faire le jeu des plus riches et de la dérive inégalitaire, faute d'une idéologie et d'une plate-forme programmatique suffisamment persuasives pour convaincre les groupes sociaux défavorisés que ce qui les unit est plus important que ce qui les divise. Ces questions seront examinées en temps utile. Je veux simplement insister ici sur le fait que le lien étroit entre régime politique et régime de propriété correspond à une réalité ancienne, structurelle et durable, qui ne peut être correctement analysée qu'au terme d'une vaste remise en perspective historique et transnationale.

Prendre l'idéologie au sérieux

L'inégalité n'est pas économique ou technologique : elle est idéologique et politique. Telle est sans doute la conclusion la plus évidente de l'enquête historique présentée dans ce livre. Autrement dit, le marché et la concurrence, le profit et le salaire, le capital et la dette, les travailleurs qualifiés et non qualifiés, les nationaux et les étrangers, les paradis fiscaux et la compétitivité, n'existent pas en tant que tels. Ce sont des constructions sociales et historiques qui dépendent entièrement du système légal, fiscal, éducatif et politique que l'on choisit de mettre en place et des catégories que l'on se donne. Ces choix renvoient avant tout aux représentations que chaque société se fait de la justice sociale et de l'économie juste, et des rapports de force politico-idéologiques entre les différents groupes et discours en présence. Le point important est que ces rapports de force ne sont pas seulement matériels : ils sont aussi et surtout intellectuels et idéologiques. Autrement dit, les idées et les idéologies comptent dans l'histoire. Elles permettent en permanence d'imaginer et de structurer des mondes nouveaux et des sociétés différentes. De multiples trajectoires sont toujours possibles.

Cette approche se distingue des nombreux discours conservateurs visant à expliquer qu'il existe des fondements « naturels » aux inégalités. De façon peu surprenante, les élites des différentes sociétés, à toutes les époques et sous toutes les latitudes, ont souvent tendance à « naturaliser » les inégalités, c'est-à-dire à tenter de leur donner des fondements naturels et objectifs, à expliquer que les disparités sociales en place sont (comme il se doit) dans l'intérêt des plus pauvres et de la société dans son ensemble, et qu'en tout état de cause leur structure présente est la seule envisageable, et ne saurait être substantiellement modifiée sans causer d'immenses malheurs. L'expérience historique démontre le contraire : les inégalités varient fortement dans le temps et dans l'espace, dans leur ampleur comme dans leur structure, et dans des conditions et avec une rapidité que les contemporains auraient souvent peine à anticiper quelques décennies plus tôt. Il en a parfois résulté des malheurs. Mais dans leur ensemble les diverses ruptures et processus révolutionnaires et politiques qui ont permis de réduire et de transformer les inégalités du passé ont été un immense succès, et sont à l'origine de nos institutions les plus précieuses, celles précisément qui ont permis que l'idée de progrès humain devienne une réalité (le suffrage

